



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 49 - vendredi 1er avril 2011

Dans ce numéro :

- Siphonné sur sa droite, Sarkozy s'effondre... construire une opposition ouvrière et populaire
- Contre Kadhafi et les grandes puissances, la lutte des peuples s'approfondit

Siphonné sur sa droite, Sarkozy s'effondre... construire une opposition ouvrière et populaire

Les élections cantonales donnent une image des rapports de force politiques dans le pays, certes de façon déformée, mais qu'il est nécessaire de discuter. Elles sont marquées d'abord par l'abstention record, le désaveu dans les quartiers populaires (Sarcelles 79,5 % d'abstention, Vaulx-en-Velin 72,5 %), parmi les travailleurs, de tous ceux qui se battent pour les places dans ces conseils généraux, ces institutions fonctionnant le plus souvent en cogestion, en bonne entente entre partis de droite et de gauche.

Au 1^{er} tour, le taux d'abstention (55,6 %) est supérieur à celui des régionales de 2010 (53,6 %). La participation chute ainsi de 20 % par rapport aux élections cantonales de 2004. Quant au 2^{ème} tour, il a confirmé la tendance avec un taux d'abstention de 55,19 %, sans compter les 7,11 % de votes blancs ou nuls.

Encore plus élevée que lors des élections régionales, l'abstention indique les ruptures de larges fractions de l'opinion face à des politiciens de droite et de gauche qui gèrent ce système au service des plus riches alors que la crise frappe durement une partie de plus en plus grande de la population.

Au-delà de l'abstention, fait essentiel, le résultat de ces élections est ensuite l'effondrement de Sarkozy qui profite au PS, mais aussi à l'extrême droite. Au 1^{er} tour, l'UMP a fait 17 % des voix, talonnée par le FN à 15,56 % alors qu'il ne se présentait pas dans tous les cantons. Dans 241 cantons, l'UMP éliminée au 1^{er} tour a laissé la place à des seconds tours opposant le PS ou le PC au FN.

Entre les deux tours, Sarkozy a tenté les appels du pied vers l'électorat du FN en appelant à voter « *ni pour le Front National, ni pour la gauche* » pour le 2^{ème} tour, ou « *ni pour le FN, ni pour le front Républicain* » selon les nuances. Au final, cela a conduit à une crise dans son propre camp, entre Fillon, Copé, Juppé ou Borloo, tentant de se différencier de la position de l'Élysée pour échapper au naufrage.

Mais derrière les subtilités de position, l'idée est bien de flatter l'électorat le plus réactionnaire, prouvant une fois de plus que le « *front Républicain* » est une escroquerie politique bien incapable d'enrayer la montée du FN, vu que la droite chasse sur le même terrain.

Guéant, homme des basses œuvres de Sarkozy et ministre de l'intérieur, l'a largement confirmé : en parlant des Français qui auraient « *le sentiment de ne plus être chez eux* », de « *la croisade* » de Sarkozy en Libye ou encore des usagers du service public qui n'ont pas à « *manifeste une quelconque préférence religieuse* »... tout est bon pour flatter les idées xénophobes et réactionnaires sur le même terrain que Marine Le Pen.

Cette agitation sur le terrain du FN n'a conduit qu'à la progression électorale de ce dernier. Au second tour, l'UMP s'est pris une gifle avec 18,6 % des voix, soit 8 points de moins qu'en 2004. Isabelle Balkany, proche de Sarkozy, est éliminée dans son fief, comme Perben, etc...

L'effondrement de Sarkozy

Affaibli au point que bien de ses candidats ont tenté de faire oublier leur étiquette UMP, la stratégie électorale de la droite vole en éclat. Les grandes théories sur le « *Sarkozysme* » ont fait long feu. Sans personnalité politique autre qu'un

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

populisme démagogique, celui-ci n'a eu d'autre politique que celle des petites manœuvres de « l'ouverture », cherchant qui il pourrait récupérer sur sa droite comme sur sa gauche.

Mais depuis la gifle des régionales, toutes les tentatives faites pour redresser la barre ont échoué. Le très laborieux remaniement gouvernemental après le mouvement des retraites a fait éclater les rivalités avec les centristes. Sur sa droite, c'est aussi l'échec complet. Depuis 2007, sa politique consistait à siphonner l'électorat du Front National par les déclarations populistes et réactionnaires du « *travailler plus pour gagner plus* » jusqu'à la création du ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Aujourd'hui, c'est lui qui se retrouve siphonné par le FN au sortir de ces élections cantonales.

A l'UMP, la crise fait rage. Copé, Juppé, Fillon se lancent dans une guerre interne pour se positionner pour la suite. Même si aucun d'entre eux ne conteste la candidature de Sarkozy pour 2012, le simple fait de devoir le répéter partout traduit à quel point les appétits s'aiguisent, chacun guettant le moindre geste de l'autre pour ne pas se laisser distancer.

Dernier épisode de ces rivalités de pouvoir, Fillon a fait mine de prendre ses distances par rapport au débat sur la laïcité. Il a été rejoint par Baroin, porte-parole du gouvernement et proche de Sarkozy, qui a déclaré en début de semaine qu'il fallait « *certainement mettre un terme à tous ces débats* », aussitôt taclé par l'Elysée. Puis Guéant a confirmé que le débat aurait lieu à partir du 5 avril pour « *renforcer la cohésion nationale* »... Pas de doutes, celle de l'UMP est déjà en miette et les rivalités et les appétits s'affichent au grand jour.

Copé en appelle à l'unité, brandit la menace d'un 21 avril à l'envers pour éviter l'implosion. Mais comme le commente Hénart, numéro deux du Parti radical : « *On nous demande d'être tous rassemblés pour se rassurer, pour se tenir bien chaud sur le Titanic au moment du naufrage* » ! C'est tout dire...

Profitant de la décomposition de l'UMP et de la crise, le FN occupe le terrain politique

Profitant de cet effondrement de Sarkozy, le FN augmente son score au second tour, passant à une moyenne de 35,5 % là où il était présent. Il récupère des voix à droite, progressant de plus de 10 % dans les duels avec la gauche. Dans les cas de second tour UMP-FN, il fait une progression importante.

Cela dit, il faut relativiser les chiffres au vu de la très importante abstention. Le FN fait moins de voix qu'en 2004 par exemple, mais il se présentait dans moins de cantons. En fait, il semble surtout récupérer l'électorat que Sarkozy lui avait siphonné.

Mais cela permet à l'extrême droite de prendre l'initiative et de postuler à devenir un parti de pouvoir au service des classes dominantes. Se félicitant du report de voix de la droite sur les second tour, Marine Le Pen a déclaré : « *Il faudra compter avec le FN dans les premières places aux prochaines élections, présidentielle et législatives. La recomposition de la vie politique en France est en cours* ». S'adressant à la droite, à tous ses élus inquiets pour leurs postes, vu la politique et le discrédit de Sarkozy, elle appelle à la création « *d'un pôle de rassemblement à vocation majoritaire* ». Comme le définit Aliot, vice-président du FN : « *Cela se fera sur nos idées avec des gens qui partagent deux choses qui ne sont pas négociables. L'Europe des nations telle que l'a définie le général de Gaulle, et la préférence nationale* ».

Le FN rêve de devenir un parti de gouvernement, un parti dont la politique consiste à diviser le monde du travail, à dresser les opprimés les uns contre les autres pendant que la bourgeoisie fait payer cher sa propre crise à l'ensemble de la population. Il agit sur le même terrain que la droite, avec plus de cynisme encore dans la duplicité, le mensonge et la démagogie sans craindre d'assumer, sans le moindre complexe, les préjugés réactionnaires, la morale élitiste, chauvine et xénophobe qui sont le fonds de commerce des démagogues de la droite.

Contre la menace du FN, la solidarité des travailleurs et des classes populaires

Le PS dans les élections cantonales a profité lui aussi de l'effondrement de la droite, mais de façon limitée. Il a pu récupérer deux départements à la droite (le Jura et les Pyrénées-Atlantiques), mais perd en même temps le Val-d'Oise, département de DSK, le patron du FMI ! Là aussi, beaucoup d'électeurs se sont abstenus face à un PS qui n'a pas d'autre politique sur le fond que celle de la droite face à la crise, comme on le voit aujourd'hui au Portugal, en Espagne ou en Grèce.

Dès le soir du 1^{er} tour, l'union de la gauche s'est ranimée, avec le PS, EELV, le PC, signant un satisfecit de la politique du PS et de ses alliés dans les Conseils généraux. Mélenchon n'a pas voulu y aller, mais les prises de position sur les seconds tours du Front de Gauche ont eu la même fonction, celle de mettre en place cette union de la gauche pour la course au pouvoir de 2012.

Mais une telle perspective n'est nullement un rempart face à la montée du FN, une réponse à la crise sociale et politique. Le PS n'a d'autre politique que d'appeler la droite au « *front républicain* », présentant le FN comme un parti qui ne serait pas comme les autres... Mais où se situe la limite ? Qu'est ce qui rend le FN si différent de la droite, prête à utiliser les mêmes préjugés réactionnaires et xénophobes pour ses calculs de pouvoir ?

La morale « républicaine » est une hypocrisie. Les classes dominantes qui s'appuient sur cette république aujourd'hui peuvent très bien faire le choix politique de l'extrême droite comme réponse à leur propre crise, y compris dans le cadre

de leurs institutions. Ce n'est pas au nom d'une condamnation morale se revendiquant de cette république des riches que le monde du travail pourra combattre l'influence de la droite et de l'extrême droite, ni en invoquant l'indignation antiraciste, aussi légitime soit-elle. Lutter contre le FN, c'est apporter une réponse globale, politique, à la crise sociale, démocratique, qu'entraîne la politique des classes dominantes, une lutte sans frontière de tous les travailleurs, quelle que soit leur origine.

C'est en affirmant leur solidarité et leurs intérêts communs sur le terrain de la lutte sociale face à la crise que les opprimés peuvent combattre le poison de l'extrême droite. Cela passe par l'affirmation d'un programme pour les luttes, posant sur le terrain de la lutte de classe la question politique du pouvoir.

Développer un tel programme, en se tournant vers les entreprises, les quartiers populaires, la jeunesse est la tâche essentielle du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire. C'est bien aux millions d'abstentionnistes qu'il faut offrir une perspective en rupture avec la routine politicienne des partis institutionnels, une perspective qui exprime la révolte, les besoins, les exigences du plus grand nombre. Jusque-là, nous ne sommes pas parvenu à construire une opposition ouvrière et populaire contre le gouvernement et les classes possédantes en rupture avec la gauche libérale pour exprimer le mécontentement du monde du travail. Trop dominés encore par le passé d'une extrême gauche minoritaire, divisée, subissant par trop la pression politique des appareils en place, nous n'avons pas pu et su construire cette opposition large sur la base des réponses politiques du monde du travail face à la crise. On ne peut que regretter, de ce point de vue, l'isolationnisme de nos camarades de Lutte ouvrière. Il y a aujourd'hui urgence. L'heure est au rassemblement des forces anticapitalistes, c'est le projet du NPA, il faut lui redonner toute sa force et son dynamisme en lui donnant un clair contenu d'indépendance de classe, l'ouvrir plus que jamais à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et ont conscience que l'avenir dépend d'eux, de la lutte collective et solidaire.

Laurent Delage

Au sommaire

Contre Kadhafi et les grandes puissances, la lutte des peuples s'approfondit

Depuis maintenant deux semaines, l'aviation et la marine de la coalition constituée autour des USA, de la Grande Bretagne et de la France bombardent les troupes de Kadhafi. Cette intervention militaire marque une étape dans les bouleversements qui se déroulent en Afrique du Nord et au Proche Orient depuis le début de l'année. L'enthousiasme des premiers pas de la révolution, qui avait renversé deux dictateurs en quelques semaines malgré une répression qui avait fait quelques centaines de morts, laisse place maintenant à une certaine inquiétude devant la réalité des rapports de force entre les classes, des rapports de force entre les peuples et les grandes puissances.

L'intervention militaire en Libye, alors que la contestation sociale et son cortège de répression sanglante en Syrie, au Yémen, à Bahreïn se poursuit, se veut un message donné à l'ensemble des peuples de la région : les grandes puissances, en l'occurrence le trio USA-GB-France, n'entendent pas renoncer à leur domination et feront tout pour faire valoir leur loi, celle du plus fort.

La situation en Libye leur a donné l'occasion d'intervenir militairement au cœur même de la révolution tout en se donnant le beau rôle auprès d'opinions publiques pour qui la révolte des peuples arabes fait écho à leur propre révolte. Après avoir laissé Kadhafi reprendre l'initiative, la coalition a pu travestir son intervention militaire en « mesure humanitaire », soi-disant empêcher le dictateur d'exécuter sa menace de noyer dans le sang la révolte de la population de Benghazi encerclée par ses troupes.

Sarkozy a trouvé le moyen de se faufiler au premier rang des manœuvres diplomatiques qui ont conduit au vote de la résolution de l'ONU qui a « autorisé » l'intervention. Il comptait bien y gagner quelques « *points de popularité* » et restaurer une « *image de la France* » quelque peu écornée... Comme on pouvait s'y attendre, son « *initiative déterminée* » a été approuvée immédiatement par la quasi-totalité des partis parlementaires, à l'exception du Parti communiste.

Mais bien au-delà de ces cadres institutionnels, même parmi ceux qui ne sont dupes ni des manœuvres politiciennes, ni des raisons réelles de l'intervention de la coalition, certains ne se sentent pas la légitimité de lui refuser leur soutien. Les insurgés eux-mêmes, disent-ils, ont demandé cette intervention. Et dans la mesure où tous ceux qui soutiennent sincèrement les peuples arabes, militants anti-libéraux, anticapitalistes, révolutionnaires, ne sont pas en mesure d'apporter le moindre soutien concret aux insurgés, quelle autre solution y aurait-il pour empêcher Kadhafi de perpétrer un massacre ? Massacre qui, s'il avait eu lieu, nous dit-on également, aurait signé la fin de la « révolution » en cours...

Personne n'est en mesure de dire aujourd'hui quel sera le bilan « humanitaire » de l'intervention de l'OTAN sous mandat de l'ONU, ni les dégâts qu'elle entraîne et entraînera mais il serait aveugle de prendre pour argent comptant les

déclarations des grandes puissances. Leur intervention n'est pas un simple épisode mais bien une étape dans leur offensive pour reprendre en main la situation. Peut-être les contradictions qui divisent les tenants de l'ordre mondial, en l'occurrence Kadhafi et les grandes puissances, pourront-elles profiter au processus révolutionnaire... Mais cela n'est pas l'hypothèse la plus probable, et surtout cela ne saurait en aucune façon justifier la moindre solidarité avec notre propre impérialisme.

La révolte des exploités ne pourra conquérir la liberté et la démocratie, du pain et du travail, que contre toutes les forces qui participent de la défense de cette société libérale et impérialiste, de la dictature de la finance. Kadhafi et sa dictature y sont totalement intégrés, ils participent au nouvel ordre mondial. La solidarité des travailleurs est toute entière aux côtés du peuple insurgé, ils souhaitent tant la défaite de Kadhafi que celle des grandes puissances devant la révolte des masses.

Les pays impérialistes à la manœuvre...

Trente années de mondialisation libérale ont accumulé les conditions de la crise actuelle, crise globale, crise politique qui trouve son expression la plus forte dans la vague révolutionnaire qui traverse aujourd'hui le monde arabe. Cette crise politique aiguë bouscule les pouvoirs en place, renverse des dictateurs... Elle contraint l'impérialisme à s'adapter mais ne l'a pas désarmé pour autant. Elle met en évidence les enjeux, la violence de la guerre de classe sans merci que livrent les puissances libérales et impérialistes aux peuples et aux travailleurs en lutte, tout comme elle exacerbe la concurrence qu'elles se livrent.

C'est à partir de ce point de vue qu'il faut juger la politique des États-Unis, et dans leur sillage de la France et de la Grande-Bretagne, depuis le déclenchement de la vague révolutionnaire du Maghreb et du Proche orient.

Cette politique semble être à géométrie variable : on intervient militairement contre le dictateur libyen pour soi-disant protéger des populations civiles, tout en s'alliant avec l'Arabie Saoudite qui envoie des troupes réprimer dans le sang les manifestations qui contestent le pouvoir au Bahreïn et qui soutient le président du Yémen dans sa répression contre le mouvement qui le pousse vers la sortie...

Elle obéit en fait à une cohérence d'objectifs. Intervenir militairement en Libye contre la dictature incontrôlable de Kadhafi, c'est envoyer un signal de menace aux pouvoirs qui, en Iran, en Syrie, en Algérie, maintiennent une indépendance, s'opposent aux USA. Par contre, en soutenant indirectement le royaume de Bahreïn, en s'alliant ouvertement avec la royauté moyenâgeuse d'Arabie Saoudite, les USA laissent entendre aux royaumes du monde arabe, dont celle du Maroc « amie de la France », qu'ils comptent sur elles pour assurer la stabilité dans leurs pays et qu'ils les soutiendra. Comme la France avait soutenu son « ami » Ben Ali en Tunisie et les USA Moubarak en Égypte, du moins jusqu'au moment où leur chute, sous la pression populaire, était devenue inévitable...

Politique à géométrie variable, mais qui suit les contours des intérêts américains et leurs alliés dans la région : les États-Unis, en Égypte, en Irak, indirectement en Israël ; la France et la Grande Bretagne, anciennes puissances coloniales qui ont imposé leur domination pendant des dizaines d'années sur cette région du monde et y ont maintenu de multiples réseaux de domination.

La mondialisation libérale, en ouvrant le monde à la concurrence internationale entre multinationales, avait déjà contribué à remettre en cause les liens de vassalité maintenus entre les anciennes colonies et les vieilles puissances impérialistes après les luttes d'indépendance. C'est le cas en particulier pour la « francAfrique », dont certains pays échappent peu à peu au contrôle du gouvernement français, établissant des accords commerciaux avec d'autres puissances. Comme la Chine, puissance montante de l'ordre mondial libéral, qui cherche des débouchés pour ses produits, des ressources en matières premières et en pétrole, n'hésitant pas à contester l'hégémonie des anciens impérialismes sur ce qu'ils considèrent comme leur « pré carré ».

Les révolutions dans le monde arabe ajoutent à ces difficultés. En contestant les pouvoirs en place, elles remettent en cause les liens de domination qui subsistent entre ces pays et leurs anciennes puissances coloniales, qu'elles obligent à s'adapter, à louvoyer en fonction des circonstances pour garder le contrôle. Elles l'ont fait pendant quelques semaines de façon "diplomatique" ; elles viennent de franchir un seuil en déclenchant une offensive militaire dans le pays qui leur offrait la meilleure opportunité politique pour le faire, la Libye.

Elles reprennent ainsi l'initiative aussi bien du point de vue de leur volonté de contrer la vague révolutionnaire en cours que du point de vue de la concurrence internationale, en particulier face à la Chine et aux autres pays émergents. C'est ce qui explique que l'intervention en Libye, prise à l'initiative des puissances directement concernées – États-Unis, France, Grande-Bretagne – a du mal à trouver un appui franc et massif parmi les autres grandes puissances : elle est aussi un coup dans une partie destinée à les écarter, autant que faire se peut, de cette partie du monde...

En même temps, et c'est certainement la raison qui fait que personne n'a utilisé son droit de veto lors du vote à l'ONU, les États-Unis, bien qu'affaiblis économiquement et politiquement, restent le seul rempart derrière lequel la grande bourgeoisie internationale, les grands actionnaires de banques et de multinationales peuvent se réfugier lorsque leur pouvoir de classe est contesté... Obama le sait bien et en joue. C'est sur cette réalité des rapports de force

internationaux qu'il s'appuie pour tenter d'atteindre un objectif qu'il répète de sommet en sommet : maintenir l'hégémonie américaine sur le monde. Il le fait tout en essayant de redonner quelque consistance à l'écran de fumée baptisé « démocratie » derrière lequel avance la politique de rapine et d'agression des USA. Demander le départ de Moubarak au moment où les jeux sont faits, lancer une offensive militaire contre Kadhafi au moment le plus propice, tout cela relève d'une même stratégie : garder le contrôle de la situation face à la vague révolutionnaire, reprendre l'initiative face à la concurrence internationale, tout en essayant de faire passer pour de la grandeur d'âme ce qui n'est autre que la préparation de nouveaux rapports de domination voire une nouvelle occupation militaire...

Car le bluff de la zone d'exclusion aérienne qui devait miraculeusement « empêcher Kadhafi de noyer la population civile dans le sang » est en train de faire long feu. Ce ne sont pas les quelques misérables avions de Kadhafi qui pouvaient constituer la menace essentielle contre les insurgés, mais bien ses mercenaires bien payés, ses centaines de véhicules blindés, ses troupes au sol retranchées dans des villes au milieu de cette population civile qu'il se serait agi de protéger... Ceux qui ont décidé de lancer leurs bombardiers et leurs missiles sur la Libye le savaient, bien évidemment. Et le coup suivant se prépare : on nous montre des villes encerclées par les tanks de Kadhafi dont les civils ne peuvent s'enfuir, des « insurgés » inorganisés, militairement incompetents, mal armés, ne disposant pas des ressources logistiques leur permettant de poursuivre leur offensive... Mais l'OTAN, qui vient de prendre la direction des opérations, n'entend visiblement pas fournir les armements nécessaires aux insurgés : ce serait, nous dit-on, contraire à la résolution de l'ONU... En réalité, la coalition n'a aucune intention de permettre aux insurgés libyens de se débarrasser par leurs seules forces de Kadhafi, de lui donner les moyens de se renforcer. Il faut donc s'attendre à ce que l'on nous explique bientôt qu'au vu de la situation, il n'y a pas d'autre choix, pour protéger les civils, que de lancer une intervention terrestre, nouvelle résolution de l'ONU à l'appui, si nécessaire...

Tous les éléments politiques pour justifier une telle intervention, c'est-à-dire une occupation militaire de la Libye par les troupes de la coalition impérialiste, quel que soit le sigle, OTAN ou pas, qu'elles colleront sur leur casques, sont en place. Et même si Kadhafi finit par céder avant l'intervention au sol, le résultat sera très certainement le même : on mettra des troupes sur place pour « aider » le « gouvernement de transition » à « mener à bien la transition »... Le scénario semble ainsi prêt pour la mise en place d'un gouvernement des insurgés, sous la houlette des USA. C'est bien le sens de la reconnaissance par Sarkozy du CNT, le « Comité national de transition » qui s'est constitué à Benghazi, juste avant le vote de l'intervention à l'ONU.

C'est pourquoi on ne peut pas ne pas voir dans cette guerre qui commence sous le prétexte d'éviter un massacre de civils une nouvelle étape dans la guerre contre les peuples et les travailleurs, le début d'une offensive de l'impérialisme pour contrôler à son profit les révolutions en cours.

Au cœur de la révolution, la lutte des classes...

La guerre contre la Libye ouvre une nouvelle phase du processus révolutionnaire, du point de vue des rapports de chacun des pays avec les USA et leurs alliés, mais aussi, à l'intérieur de chacun d'entre eux, dans les rapports des travailleurs avec la bourgeoisie et avec le pouvoir et l'armée. C'est pourquoi, si l'évolution de la situation en Libye est un élément important pour la suite du processus, ce dernier dépend surtout de la capacité des travailleurs à y intervenir directement.

En Tunisie comme en Égypte, la chute des dictateurs n'a pas fondamentalement changé les rapports du pouvoir en place avec les puissances impérialistes. Les gouvernements de « transition démocratique » qui se sont mis en place font tout leur possible pour assurer la « transition »... des liens de dépendance existants. Le nouveau gouvernement tunisien a reçu, dès sa prise de fonction, la visite de quelques ministres français, Lagarde en tête, venus lui apporter « tout leur soutien ». En Égypte, la transition est assurée par l'armée, formée et financée par les USA...

Mais la contestation, en particulier celle des jeunes et des travailleurs, n'a pas désarmé pour autant.

En Tunisie, de nombreux ministres ont dû laisser la place devant la pression de la rue. Le pouvoir a dû annoncer l'élection d'une assemblée constituante pour le 24 juillet, un pas dans le sens d'une des revendications du mouvement. Pour les révolutionnaires tunisiens et égyptiens, la « transition démocratique » devrait déboucher sur une « démocratie » à l'image de celles qui régissent les pays dits « occidentaux ». Mais si beaucoup de ceux qui ont contribué à chasser les dictateurs voudraient y croire... c'est certainement sans trop y croire, et les travailleurs et les jeunes tunisiens et égyptiens comptent surtout sur eux-mêmes.

En Tunisie, les grèves se multiplient pour les salaires, les embauches, imposer des syndicats indépendants du pouvoir, alors que la direction de l'UGTT se fait l'écho des injonctions du gouvernement à « reprendre le travail ». Les mineurs de Gafsa viennent de faire une longue grève pour l'embauche de 20 000 travailleurs, ils en ont gagné 4 000. Des grèves pour embaucher les intérimaires se développent portées par la jeunesse précarisée. Une précarité qui fait le grand bonheur des multinationales, car les contrats précaires peuvent être prolongés pendant quatre ans et sont parfois payés 120 dinars alors que le salaire minimum est de 272 dinars (139 euros) ! Des grèves pour les salaires éclatent également dans le public et le privé. Les travailleurs ne se contentent pas du renversement de Ben Ali, ils exigent leur dû. Comme

l'explique un patron français d'une entreprise de BTP : « *Pendant la révolution, les ouvriers ont gardé l'usine. Une semaine après, ils réclamaient 30 % d'augmentation de salaire* »... il a dû lâcher 10 % d'augmentation, comme bien d'autres patrons.

En Égypte non plus, les grèves n'ont pas cessé depuis la chute de Moubarak le 11 février, sur les mêmes revendications. Dans ce pays, lui aussi très attirant pour les investisseurs étrangers, le salaire minimum était autour de 50 € par mois, le coût de 5 kg de viande. Rompant avec la Fédération syndicale égyptienne, le syndicat contrôlé par l'État, des milliers de travailleurs des transports publics réclament la création de syndicats indépendants, comme les 20 000 travailleuses et travailleurs du secteur textile étatisé de la région de Mahalla. L'armée qui dirige le pays a dû s'y plier... mais cherche maintenant à reprendre l'initiative, en s'appuyant sur toute une partie de la petite bourgeoisie, petits commerçants, artisans qui, s'ils ont participé au mouvement qui a entraîné la chute de Moubarak, aspirent maintenant à la « paix sociale », afin de pouvoir reprendre des affaires souvent liées au tourisme. La semaine dernière, le gouvernement a organisé un référendum amendant à la marge la constitution. Il a recueilli 77 % de « oui » -avec une participation de 41 % seulement-, grâce à l'appui du PND, ex-parti de Moubarak, et des Frères musulmans. Se prévalant de la légitimité que lui aurait conféré le résultat de ce référendum, le nouveau pouvoir militaire égyptien a approuvé mercredi 23 mars un projet de loi prévoyant des peines de prison et des amendes dans certains cas de manifestations et de grèves...

En regroupant l'ensemble des populations opprimées, en focalisant leur action contre la dictature, la première phase de la révolution a permis de chasser les dictateurs. On est entré maintenant dans une nouvelle phase, les clivages de classe apparaissent, mettant en lumière la connivence des pouvoirs en place avec les exploiters, posant les nouveaux termes de la question politique, le lien entre la question sociale et la démocratie. Cela au moment même où les bombes des USA et de leurs alliés tombent sur la Libye, aux frontières de la Tunisie et de l'Égypte.

Notre camp, celui de la révolte des opprimés...

La révolution prend bien du monde à contre-pied, en particulier les chefs d'État qui se prévalent du socialisme pour mieux dominer leur peuple. Le socialisme... comme instrument de domination et de conservatisme ! Avec le règne du stalinisme sur le monde ouvrier pendant plus d'un demi-siècle, les multiples formes d'usurpation du socialisme ont fait bien des ravages dans les cerveaux de ceux-là mêmes qui veulent sincèrement « révolutionner le monde » et qui croient voir en Chavez une figure du socialisme. Un « socialiste » qui, aujourd'hui, au nom de son combat contre l'impérialisme, apporte son soutien aux pires des dictateurs...

C'est là la véritable nature de son pouvoir et de son « *anti-impérialisme* », s'opposant à l'intervention impérialiste... pour se montrer solidaire de Kadhafi, ce tyran qui réprime les libyens révoltés contre sa dictature avec ses chars et ses armes lourdes. Et il vient d'en rajouter, défendant son " *frère* " Bachar al-Assad, le dictateur sanguinaire de Syrie, en le présentant comme un " *socialiste, humaniste ... doté d'une grande sensibilité humaine* "... La politique actuelle de Chavez ne peut d'ailleurs en aucune façon nous surprendre : depuis plusieurs années, prenant prétexte du combat commun contre les USA, il a apporté son soutien à Ahmadinejad, le président de la République islamique d'Iran, lui rendant visite et le recevant en grande pompe, lui promettant un soutien militaire au cas où les États-Unis attaqueraient l'Iran...

La vague révolutionnaire projette un éclairage nouveau sur les proclamations anti-impérialistes des "socialistes" de ce genre : une politique nationaliste, démagogique, de bonaparte jouant de l'antagonisme entre leur peuple et les grandes puissances pour imposer leur domination et tenter de négocier leur place dans le cadre de la libre concurrence du marché mondial.

Elle révèle du même coup l'impasse que constitue cette façon de penser qui consiste à réduire les affrontements internationaux à l'affrontement entre deux camps, celui des anti-impérialistes contre celui de l'impérialisme. Un affrontement dans lequel les anticapitalistes, les révolutionnaires, seraient nécessairement du côté de ceux qui se battent contre l'impérialisme. Cette « habitude » est héritée de la période de la guerre froide et des luttes de libération nationale des années 1950. Le soutien justifié au combat des peuples colonisés contre leurs colonisateurs s'est mué en soutien de la politique de certains des États qui sont nés de cette lutte pour l'indépendance, sans toujours mesurer leur véritable nature, prenant pour argent comptant leur auto-attribution du label « socialiste », voire découvrant chez eux le début d'un processus vers le socialisme...

Aujourd'hui ces États sont pleinement intégrés à un ordre mondial nouveau qui combine libéralisme et impérialisme. Ils y combattent pour défendre leur place tout en participant au maintien de l'ordre contre les peuples et les travailleurs.

La révolution bouscule les routines de pensée et oblige à aller de l'avant, à penser du point de vue de la classe ouvrière, des opprimés en révolte. A raisonner du point de vue du camp des travailleurs et des peuples, seule façon de comprendre la réalité des processus révolutionnaires en cours, complexes, faits du jeu de multiples forces contradictoires, manifestation exacerbée de la guerre entre les classes, entre les travailleurs et la bourgeoisie et son pouvoir, dans le cadre de la concurrence globalisée qui sapent les bases de dominations des vieilles grandes puissances.

Dans l'enthousiasme des premiers jours de la montée révolutionnaire, nous avons crié " Vive la révolution " ... mais cela ne nous dispense pas de prendre la mesure de la véritable nature des pouvoirs qui se sont substitués aux précédents pendant cette première phase. Il n'y a pas eu de miracle : les gouvernements de transition qui se sont mis en place en

Égypte et en Tunisie - à plus forte raison celui que l'impérialisme veut substituer au pouvoir de Kadhafi en Libye-, ne marquent en aucune façon une rupture avec la domination libérale, impérialiste, mais bien une continuité dans la dépendance. Continuer le combat pour la liberté, la démocratie, arracher les moyens de vivre dignement de son travail, c'est s'affronter maintenant à ces pouvoirs et, à travers eux, à la dictature de la finance.

Le sort de la révolution en cours, sa capacité non seulement à se débarrasser des dictateurs en Libye, en Syrie et ailleurs, mais aussi de faire face aux manœuvres de leur propre bourgeoisie comme à celles de l'impérialisme, repose exclusivement sur la capacité des travailleurs, de la population laborieuse à intervenir de façon indépendante.

La révolte du monde arabe a bousculé le monde, elle a ouvert une nouvelle ère de révolutions, une nouvelle arène de la lutte des classes internationale, mais le chemin pour la nouvelle phase de la révolution, l'établissement d'un pouvoir démocratique des travailleurs et des peuples pour eux-mêmes, sous leur contrôle, n'a pas de raccourci. Personne n'est bien évidemment en mesure d'en estimer les rythmes, ni le coût en combats, en dévouement, en vies humaines. Mais une chose est certaine. Pour faire valoir leurs droits sociaux et politiques, leur droit à disposer d'eux-mêmes, contre Kadhafi comme contre les puissances libérales et impérialistes, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Leur combat est le nôtre, celui des travailleurs du monde entier. Ils ont toute notre solidarité.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)